



Préavis de grève maintenu à France Télévisions

La mobilisation du 17 octobre a été un immense succès. Les lycéens et les étudiants se sont joints aux travailleurs, aux fonctionnaires et aux retraités pour dénoncer la vie chère, la destruction des services publics et un ras-le-bol généralisé de la politique de Macron : tout pour les riches, rien pour le peuple.

Nous ne cautionnons pas les violences d'une petite minorité, mais elles sont aussi l'expression d'une colère face à un pouvoir politique à la fois sourd et aveugle. Sourd face aux revendications légitimes des citoyens, aveugle face à un mouvement social et sociétal d'une puissance grandissante et à une colère qui prend sa source dans les injustices croissantes de notre société.

Sombrer dans la répression pure serait une erreur stratégique majeure et ne fera que renforcer le parti de l'ordre qui n'attend que cela. Beaucoup de présidents ont compris en leur temps qu'il fallait lâcher du lest lors de crises profondes. Mais pas l'actuel occupant de l'Elysée comme l'a confirmé dimanche soir son allocution où il a déclaré : Ce mouvement « *rien ne l'explique* ». Comment peut-on être autant déconnecté de son peuple ?

Nous regrettons également la façon dont les JT de France 2 et franceinfoTV relatent cet événement majeur. Certes les violences ont été fortes. Mais l'absence de recul pour tenter d'expliquer cette situation fait honte au service public audiovisuel. C'est à se demander pour qui roule ceux qui décident des angles éditoriaux de ces chaînes.

Les forces sociales de ce pays, CGT en tête, appellent à une nouvelle grande journée de manifestations le 5 novembre. La CGT maintient donc son préavis de grève et appelle d'ores et déjà à redoubler de mobilisation.

Des solutions sont tout à fait possibles en amendant le projet de budget 2027 et en allant chercher l'argent là où il est, par exemple dans les dizaines de milliards d'euros de cadeaux fiscaux et de subventions destinés chaque année aux multinationales. Il est impératif de financer un plan de relance de tous les services publics, l'éducation, la santé, la justice, l'environnement, la culture incluant bien évidemment l'audiovisuel public.

Tous ceux qui le veulent, peuvent d'ici le 5 novembre se mettre en grève, notamment le samedi 24 octobre, car la colère est grande dans notre entreprise vu le mépris avec lequel nous traite la direction.

Paris, le 20 octobre 2026